

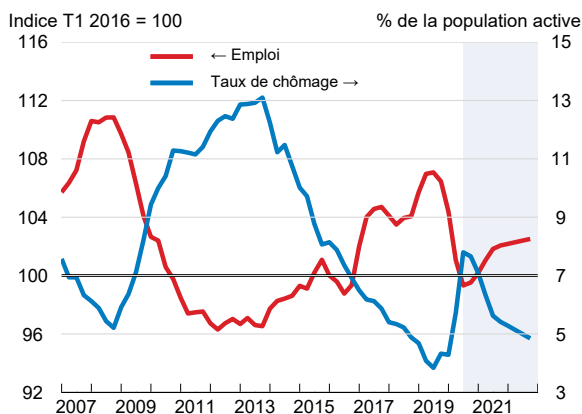
Bulgarie

La première vague de contaminations au COVID-19 a été plus contenue en Bulgarie que dans de nombreux autres pays, et les mesures de confinement ont moins pénalisé que prévu l'économie au premier semestre 2020. Une contraction de l'activité économique de 4.1 % est attendue en 2020, laquelle devrait être suivie d'une reprise, avec une croissance de 3.3 % en 2021 et de 3.7 % en 2022, poussée par une hausse de la demande intérieure et d'un rebond modeste des exportations. Le soutien de l'activité par la voie budgétaire pour les ménages et les entreprises et des investissements publics massifs sont déterminants pour la vigueur de la reprise. L'investissement privé restera en demi-teinte compte tenu de la très grande incertitude.

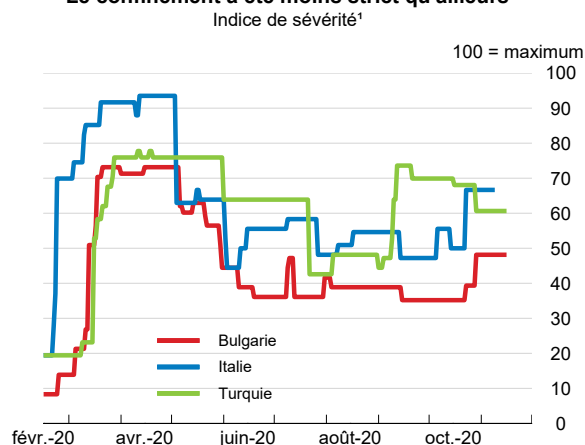
Une dette publique modérée, des réserves budgétaires abondantes, ajoutées aux ressources financières de l'Union européenne, permettront aux autorités de poursuivre et d'amplifier leur soutien budgétaire. Le dispositif de subventions salariales de l'État empêchera la montée du chômage, et les revalorisations des salaires du secteur public et des prestations sociales en 2021 dopperont les revenus des ménages. S'il est planifié et mis en œuvre de manière efficace, le vaste programme d'investissement public, financé par l'Union européenne, est susceptible d'augmenter la croissance potentielle. Les réformes visant à faciliter l'accès aux procédures d'insolvabilité et de redressement des entreprises n'en sont devenues que plus urgentes encore.

Bulgarie

L'emploi a fortement chuté



Le confinement a été moins strict qu'ailleurs



1. Indicateur composite des mesures prises par les pouvoirs publics, établi à partir de neuf sous-indicateurs concernant les fermetures d'établissements scolaires et de lieux de travail, et les interdictions de voyager.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 108 ; et Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC) via Our World in Data et Oxford COVID-19 Government Response Tracker.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934217969>

Bulgarie : Demande, production et prix

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	Prix courants milliards de BGN	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
Bulgarie						
PIB aux prix du marché	102.3	3.1	3.7	-4.1	3.3	3.7
Consommation privée	61.6	4.4	5.5	-0.7	2.7	3.1
Consommation publique	16.0	5.3	2.0	4.1	3.7	3.0
Formation brute de capital fixe	18.8	5.4	4.5	-8.4	5.8	4.4
Demande intérieure finale	96.4	4.8	4.6	-1.4	3.5	3.4
Variation des stocks ¹	1.6	1.1	0.0	-2.6	-0.3	0.0
Demande intérieure totale	97.9	5.8	4.6	-4.2	3.1	3.4
Exportations de biens et services	68.9	1.7	3.9	-10.7	6.0	5.7
Importations de biens et services	64.4	5.7	5.2	-9.9	6.1	5.3
Exportations nettes ¹	4.4	-2.5	-0.7	-0.8	0.2	0.5
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	4.0	5.3	1.6	1.5	1.9
Indice des prix à la consommation	—	2.8	3.1	1.6	1.4	1.8
IPC sous-jacent ²	—	2.1	1.8	1.2	1.4	1.8
Taux de chômage (% de la population active)	—	5.2	4.2	6.4	6.1	5.1
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	1.2	1.0	1.6	-2.6	-4.3
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	2.0	1.9	-4.4	-4.5	-2.6
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	31.8	29.9	34.4	38.6	40.7
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	22.3	20.2	24.6	28.9	31.0
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	1.0	3.0	3.1	2.9	3.1

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 108.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934217988>

Le nombre de cas de COVID-19 s'est envolé à l'automne 2020, après avoir été réduit dans un premier temps

La Bulgarie a échappé au pire de la première vague de COVID-19, avec un nombre relativement faible de cas et de décès. Après l'assouplissement des mesures de confinement, le nombre de nouveaux cas a commencé à augmenter en juillet et les chiffres de contaminations se sont envolés à partir d'octobre. Si le pays dispose d'un grand nombre de lits d'hôpitaux en soins aigus, la hausse brutale des contaminations pèse sur le système de santé. Le gouvernement a répondu fin novembre en fermant les lieux d'hébergement, les centres commerciaux et les établissements scolaires. L'enseignement se fait désormais à distance, dans la mesure du possible..

La contraction de l'économie a été plus modérée que prévu

Les mesures de confinement ont été moins contraignantes et le repli de l'activité économique a été moins marqué que dans de nombreux pays de l'OCDE, avec un PIB qui s'est contracté de 5.2 % en glissement annuel au troisième trimestre 2020. La réouverture des entreprises et l'assouplissement des mesures d'endiguement sont allés de pair avec une reprise de l'activité, qui s'est accélérée en juillet. En septembre 2020, l'industrie manufacturière avait pratiquement renoué avec ses niveaux d'activité de décembre 2019, et les exportations de biens ont amorcé un rebond. Les secteurs de services, dont le

tourisme, le transport de passagers et le commerce de détail, ont été plus lents à rebondir. L'emploi a lourdement chuté, et le chômage a augmenté après avoir atteint ses plus bas niveaux historiques avant la crise. L'inflation a reculé, sous l'effet de la baisse des prix mondiaux de l'énergie, mais aussi du ralentissement de l'inflation sous-jacente et de la réduction des tarifs réglementés du gaz naturel et du chauffage. La recrudescence de la pandémie a affecté la reprise, et l'activité économique devrait nettement ralentir au quatrième trimestre, du fait de chiffres de contaminations qui augmentent depuis octobre et des mesures de fermeture intervenues à la fin de novembre.

La riposte budgétaire a modéré la hausse du chômage

Les autorités ont appliqué des mesures budgétaires pour aider les entreprises et les ménages en mars, et ont prolongé leur soutien en raison de la persistance des effets de la pandémie. Le financement des mesures, estimé à quelque 3 % du PIB en 2020, a été couvert par des ressources nationales et des fonds de l'Union européenne. Le dispositif de subventions salariales de l'État a empêché une montée plus brutale du chômage. Il a permis de protéger l'emploi d'environ 7 % de la population active au deuxième trimestre 2020, tout en aidant les entreprises les plus touchées à faire face à leurs charges salariales. Les programmes de soutien devraient rester en place en 2021, et les salaires du secteur public et les prestations sociales vont être à nouveau revalorisés. Le financement de l'Union européenne devrait être important, un vaste programme d'investissement étant prévu au début de la prochaine période de programmation en 2021, et la Facilité de l'UE pour la reprise et la résilience devrait fournir des ressources considérables, d'environ 10 % du PIB d'avant la crise.

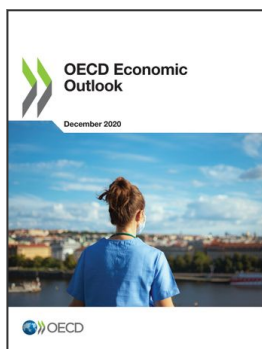
La poursuite du soutien budgétaire est déterminante pour la vigueur de la reprise

Une reprise est en cours, mais son rythme demeure incertain, notamment en raison de la hausse sensible du nombre de contaminations au COVID-19 actuellement. L'économie devrait subir une contraction de 4.1 % en 2020, mais renouer avec son taux de croissance d'avant la crise en 2022, selon les prévisions. Le soutien budgétaire à l'activité déterminera la vigueur de la reprise, les finances publiques basculant brutalement des excédents budgétaires d'avant la crise à des déficits estimés à 4 % du PIB en 2020 et 2021. La recrudescence de la pandémie pèsera sur la confiance des chefs d'entreprise et l'investissement privé, et les poussées sporadiques de l'épidémie brideront la croissance jusqu'à ce que la vaccination contre le virus soit généralisée. La vigueur de l'investissement public, financé par des fonds de l'Union européenne, entraînera la reprise de l'investissement. Les échanges devraient se redresser progressivement, ce qui aura un impact positif sur la croissance en 2021 et en 2022. Le rétablissement de mesures de confinement constitue un risque important de divergence à la baisse, lequel freinerait le retour à la normale de la demande intérieure.

L'importance des flux de ressources provenant de l'Union européenne ouvre des perspectives

Une dette publique modérée, des réserves budgétaires abondantes et l'aide financière de l'Union européenne placent la Bulgarie dans une position solide lui évitant de supprimer prématurément les mesures de soutien budgétaire. Les entreprises pourraient avoir besoin d'une aide au crédit supplémentaire, en particulier si le moratoire actuel sur la dette n'est pas prolongé. Les ressources devraient être affectées à des entreprises en difficulté de trésorerie, mais viables par ailleurs. Des avancées rapides sur le front des réformes visant à améliorer l'accès aux procédures d'insolvabilité et de redressement n'en sont que plus urgentes encore. Il demeure essentiel de continuer à intensifier la concurrence, à réduire le coût des pesanteurs administratives pour les entreprises et à lutter contre la corruption pour augmenter la croissance potentielle. La forte augmentation prévue dans l'investissement public, grâce aux ressources de l'UE, donne au pays la possibilité de combler les déficits en matière

d'efficacité énergétique des logements et d'infrastructures de transport, de développer l'innovation et d'accélérer la transition vers une économie à plus forte intensité numérique et moins carbonée. Il sera important de renforcer les capacités pour garantir une utilisation efficace et rapide des financements mis à disposition par l'Union européenne.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 2

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/39a88ab1-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2020), « Bulgarie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/0d6719eb-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.